

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Novembre
Décembre 2015 - N°53

1 €

L'invité du DR :

Bahar Kimyongür

Les EEUU, la France, les monarchies du Golfe ont favorisé DAESCH

Freddy Visconti

Le gouvernement a peur

Freddy Guidé

En Palestine, l'inévitable révolte

Martin Willems

Migrations et Syndicalisme

Maria Rampen

Playdoyer pour le maintien du latin et du grec à l'école

Julien Dohet

Qui a tué Julien Lahaut ?

Robert Waeles

Europalia-Turquie, Sarcophages: deux expositions à Bruxelles



Éditorial :

ERDOGAN ET LE VISAGE HONTEUX DE L'EUROPE

La Commission européenne devait présenter son rapport annuel sur l'élargissement concernant la Turquie en août. Ce rapport était très attendu puisque dans son rapport précédent, la Commission parlait de « *graves inquiétudes concernant la séparation des pouvoirs* » et constatait « *une approche restrictive de la liberté d'expression* » dans ce pays. Entretemps, et n'importe quel observateur moyennement averti peut en témoigner, les faits qui provoquaient les « *graves inquiétudes* » à la Commission n'ont fait que s'aggraver de manière spectaculaire à fur et à mesure que la date des élections du 1^{er} novembre approchait.

Pourtant, la Commission décida, soudainement, de retarder sa publication et ce, en apparence, sans la moindre raison. En

apparence seulement parce que pour la CE, si souvent donneuse de leçons sur les droits de l'homme et les libertés publiques aux pays qui ne sont pas assez soumis aux diktats de la mondialisation financière, il était urgent d'assurer la victoire de Monsieur Erdogan aux élections. C'est donc pour assurer cette victoire que la CE a sciemment retardé la publication du rapport afin de ne pas poser problème à son allié/candidat même si elle devait, consciente de la nature du personnage, le faire en se pinçant le nez.

Parce qu'elle a besoin de lui pour négocier une sortie de crise au problème de réfugiés qu'elle a elle-même créé en déstabilisant, avec la complicité du régime turc, la Syrie et son gouvernement légitime ; régime qui, par après,

organise l'exode de ces réfugiés pour mieux les instrumentaliser et monnayer ses services. Elle a besoin de cet autocrate dont la mégalomanie extrême le pousse à pratiquer les méthodes les plus radicales de la criminalité politique pour garder son pouvoir. Méthodes parfaitement connues de l'UE mais qui n'empêchent pas la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini de se féliciter du triomphe d'Erdogan et déclarer que « *Les élections en Turquie ont réaffirmé l'engagement fort du peuple turc pour les processus démocratiques* ».

Ainsi, ces élections auront non seulement vu le triomphe de la stratégie de la peur et du crime du néo-sultan ottoman, qui avait besoin de terroriser son peuple au prix de centaines de morts pour se présenter en garant de la stabilité de son pays ; elles ont vu aussi la triste victoire de l'obscène incécence des politiques européennes. ■

Bahar Kimyongür

Militant endurci de la solidarité internationale, né et éduqué en Belgique où il est licencié en histoire de l'Université libre de Bruxelles, Bahar Kimyongür n'a jamais oublié ses racines araboturques ni la conviction que ces racines le rapprochent, par un mécanisme de vases communicants, à tous les peuples en lutte. Opposant déterminé au projet de démantèlement de la Syrie concocté par une alliance trouble de l'impérialisme occidental, du sionisme et de l'obscurantisme islamique avec la complicité ouverte du régime turc. Pourfendeur de la manipulation de l'information par les grands médias, notre invité nous livre ici quelques vérités qui nous aideront à mieux comprendre la tragédie en cours dans ce grand et vieux pays.

Le Drapeau Rouge.- La dernière Assemblée Générale des Nations Unies a eu comme sujet central, pour ce qui concerne la politique internationale, la crise syrienne. L'intervention la plus remarquable fut celle du président russe Vladimir Poutine qui a proposé, à cette occasion, la constitution d'une coalition internationale pour combattre Daesh (connu également comme l'État Islamique). Que penses-tu de cette proposition ?

Bahar Kimyongür.- Logique et nécessaire. La solution russe est la seule qui tienne la route. D'abord parce que

contrairement à l'Occident, Moscou s'appuie sur des troupes au sol, à savoir l'armée syrienne, soit la force la plus légitime, la plus aguerrie et la plus efficace dans le combat anti-terroriste. Nul ne peut gagner une guerre en se contentant de larguer des bombes depuis le ciel. La Russie dispose de troupes au sol, celles de l'armée syrienne. L'armée syrienne dispose d'un appui aérien, les Sukhoï russes. Cette alliance militaire est la seule qui puisse sauver la Syrie.

Ensuite parce que la Russie est l'unique nation à apporter une solution constructive pour les Syriens. L'intervention russe sollicitée par le gouvernement légitime de Damas est assortie d'un volet politique incluant toutes les forces syriennes de bonne volonté, y compris les factions dissidentes de l'Armée syrienne libre (ASL) ainsi que des puissances régionales essentielles pour la résolution du conflit telles que l'Iran et l'Égypte. Rappelons au passage que l'Égypte et la Syrie sont deux sœurs jumelles de longue date. Du temps de Nasser, elles ont formé la République arabe unie entre 1958 et 1961, se sont battues côte à côte contre Israël notamment en octobre 1973 et contre les Frères musulmans. L'armée syrienne et égyptienne n'ont jamais rompu leurs relations même au plus fort de la crise syrienne. Et par ailleurs, l'une et l'autre sont des alliés historiques de l'URSS et aujourd'hui de la Russie (malgré l'américanisation promue par Sadate, Moubarak et Morsi).

À l'inverse, les USA et leurs alliés arabes, turcs et européens n'ont fait que souffler sur les braises, armer directement ou indirectement Daesh, les pires barbares que la terre ait enfanté. De sorte que l'on peut affirmer qu'en soutenant l'effort de la résistance syrienne au terro-

risme, la Russie devient un facteur essentiel pour la stabilité de la région et ce, tout en respectant la souveraineté du pays. Cette précision est particulièrement importante parce que l'intervention russe, à la différence de celles de la France et des États Unis, est faite avec l'accord et l'acceptation entière du gouvernement syrien. La Russie défend les intérêts du peuple syrien. On voit bien que le chaos engendre

Les EEUU, la France, les monarchies du Golfe ont favorisé DAESH

Daesh. Reconstruire l'État syrien là où les djihadistes l'ont anéanti est la condition sine qua non pour le retour à la paix, à la stabilité et à la réconciliation. Cela dit, Moscou sait très bien que la solution ne peut être exclusivement militaire. C'est pourquoi, Poutine et Lavrov, le Ministre des Affaires étrangères de la Russie travaillent d'arrachepied pour lancer un processus politique. Ils invitent les puissances régionales laissées sur la touche comme l'Égypte et l'Iran ; ils invitent l'opposition non armée et même les reliquats de l'Armée syrienne libre. La Russie est donc le seul pays qui a un projet global. Il se comporte vraiment en pays ami du peuple syrien.

Le DR.- ...pourtant, quelques jours après, faisant cavalier seul, la Russie se lance dans une campagne de bombardements aériens contre les forces islamistes. Cette décision soulève deux questions : est-ce le constat d'échec de l'appel de Poutine pour former une large coalition comprenant les EE UU et l'Arabie Saoudite ?

B K.- La Russie ne fait pas cavalier seul. Elle est appuyée par des milliers de soldats iraniens, de combattants du Hezbollah, de volontaires irakiens ainsi que par des centaines de Palestiniens de citoyenneté syrienne. Moscou a l'expérience de la guerre et de la victoire. N'est pas maître aux échecs qui veut. Sa der-

nière défaite militaire face à l'axe américano-djihadiste en Afghanistan remonte à plus d'un quart de siècle. Depuis, la Russie a eu le temps d'apprendre de ses erreurs et de tisser des alliances stratégiques régionales durables.

Le DR.- ...ne risque-t-elle pas de susciter une vaste opposition qui donnera aux Russes le profil des agresseurs « mécréants » tel que ce fut le cas lors de l'expérience afghane par exemple et de renforcer ainsi un scénario « croyants » versus « mécréants » ?

B K.- L'anti-impérialisme est un sentiment resté très vivace parmi les peuples arabes. Je vous parle du Caire où je me trouve au moment de cet entretien. Le rapprochement égypto-russe et par ricochet, le rapprochement égypto-syrien est très palpable. Vous voyez partout des publicités de Gazprom dans la rue. Grâce à la découverte d'un vaste champ gazier au large des côtes égyptiennes et à l'inauguration du nouveau canal de Suez, l'Égypte peut à nouveau se rêver en puissance régionale libérée de la tutelle saoudienne. Lors des élections législatives égyptiennes, des observateurs US liés au Carter Center et à l'ONG « Democracy International » se sont vu refuser leur demande de visa. Le président al Sissi a déclaré son appui total à l'intervention russe en Syrie. L'axe Russie-Égypte-Syrie symbolise la solidarité chrétienne et musulmane bien plus que l'idée d'une guerre entre croyants et mécréants. En Syrie, Vladimir Poutine a même reçu un nom arabe à consonance musulmane : Abou Ali Poutine ! La Russie a une bonne réputation dans le monde arabe. Elle a toujours été du côté des nationalistes arabes contre le colonisateur occidental. Si nous sommes loin de la renaissance arabe et de l'esprit panarabe insufflé par Nasser, on constate toutefois une réelle volonté d'en finir avec le djihadisme, cancer des Arabes et des musulmans qui n'apporte que l'humiliation, la soumission, l'abrutissement, la violence et la stagnation.

Le DR.- ...plus précisément, vu que l'alliance « de facto » inspirée par la Russie ne concerne que des pays à dominance chiite comme l'Iran et l'Irak, ainsi que des mouvements comme le Hezbollah ou les combattants irakiens d'obédience également chiite, avec cette composition de l'alliance ne risque-t-on

pas de faciliter la tâche de l'intelligence américaine (qui cherchera à donner au conflit le contenu d'une guerre de religions) ?

B K.- L'Égypte est le plus grand État arabe du monde. L'Égypte est aussi le siège de la plus haute autorité sunnite dans le monde : Al Azhar. Et Al Azhar appuie pleinement le président Sissi dans sa lutte contre le terrorisme. Les nombreux Égyptiens avec qui j'ai parlé, sunnites, sont inquiets de la montée en puissance de Daesh dans le Sinaï et se sentent solidaires à la fois de leur gouvernement et de celui d'Assad en Syrie. Certains de ces Égyptiens sont même des salafistes qui votent pour le parti al Nour, allié du président al Sissi... La guerre sunnite/chiite telle que présentée par la gigantesque manipulation médiatique en cours, n'existe donc que dans la tête de ceux qui veulent effectivement l'autodestruction du monde arabo-musulman, c'est-à-dire les USA et les groupes takfiristes tels que Daech ou le front al Nosra. Seuls les idéologues proches du renseignement US, du quai d'Orsay et de leurs alliés djihadistes qui rêvent d'épuration religieuse ont intérêt à une telle division confessionnelle. Au final, c'est l'Axe de la Résistance (une coalition de pays non alignés aux USA et à Israël) dominé par les chiites et respecté par de nombreux sunnites que ces idéologues veulent liquider.

Le DR.- Lors des débats aux Nations Unies ont-ils eu l'impression que François Hollande avait une position encore plus anti-syrienne qu'Obama lui-même. N'est-ce pas une confirmation de l'influence des lobbys sionistes et des intérêts des monarchies du golfe dans la politique internationale française? Influence personifiée notamment par Laurent Fabius?

B K.- Fabius représente en effet la convergence des intérêts des deux entités les plus nuisibles à la paix en Orient,

à savoir Israël et l'Arabie saoudite. La visite à Riyad de Manuel Valls, agent déclaré d'Israël, confirme ce rôle doublement criminel joué par l'élite française contre les intérêts des peuples. Ajoutez à cela la dernière déclaration d'amour à Israël du prince saoudien Walid Bin Talaal, dans laquelle ce dernier ose affirmer que dans le cas d'une nouvelle intifada son pays soutiendra Israël, et la boucle est bouclée. Il n'est donc pas excessif de dire que l'Arabie saoudite, Israël et la France sont trois nations en guerre contre l'Iran, la Syrie et le Yémen. De son côté, ayant perdu pied en Orient, Washington joue plutôt la prudence.



Le DR.- Quid du rôle de la Turquie dans ce conflit ?

B K.- Il est difficile de parler du rôle de la Turquie tant les intérêts de la minorité au pouvoir priment sur ceux de la nation. Au début, le régime Erdogan rechignait à s'impliquer dans la guerre de Syrie. Ankara et Damas vivaient une véritable idylle sur le plan économique et politique. Conseil des ministres mixte, levée des barrières douanières, projet de TGV entre Gaziantep en Turquie et Alep en Syrie... Rien ne laissait présager un tel état de guerre entre la Turquie et la Syrie. Et puis un jour de mars 2011, le directeur de la CIA Leon Panetta est arrivé à Ankara avec son nouveau plan pour la Syrie, celui du « Regime Change ». Erdogan, le grand chef d'État « qui ne craint qu'Allah », s'est honteusement soumis à ses maîtres. Il a même été plus loin. Erdogan s'est imaginé calife. Il ne parlait plus que de la gloire de l'Empire ottoman et a

même promis à ses sympathisants toujours plus galvanisés par le discours religieux, de prier dans la grande mosquée des Omeyyades une fois la Syrie débarrassée d'Assad. Dès l'été 2011, Erdogan a accueilli les miliciens anti-Kadhafi « pour raisons médicales ». Ces vétérans ont été les premiers djihadistes internationaux venus encadrer les déserteurs syriens. La rencontre entre les terroristes libyens et les déserteurs syriens s'est déroulée à Hatay (Antioche) en Turquie. On connaît la suite. Erdogan a fait de la Turquie le carrefour du terrorisme international avec le consentement de la CIA. Les djihadistes européens, les agents de la DGSE envoyés par Hollande, les hommes du sénateur Mc Cain ont emprunté les mêmes axes routiers pour rejoindre la Syrie. Erdogan a tout simplement transformé la Turquie en autoroute, sans péage, du djihad.

Le DR.- ...les élections en Turquie de juin 2015 ont consacré une diminution sensible du soutien populaire aux politiques d'Erdogan et une progression importante du « Parti démocratique des peuples », (HDP), censé être largement composé de citoyens kurdes ou de ses sympathisants. Quelles sont les positions du HDP concernant la Syrie ?

B K.- Le HDP est une coalition de gauche dominée par l'ancien BDP, un parti kurde de masse, vitrine politique du PKK,

l'équivalent du Sinn Fein par rapport à l'IRA ou de Batasuna par rapport à l'ETA. De nombreux partis de la gauche marxiste turque composent également cette alliance. Comme dans toute coalition, des sensibilités différentes s'expriment au sein du HDP. Si la direction du HDP est globalement anti-Assad, des milliers de sympathisants du HDP expriment ouvertement leurs sympathies envers l'armée syrienne et même envers Assad. Les partis de gauche turque et kurde sont majoritairement peuplés d'alévis, une hétérodoxie progressiste issue de l'hétérodoxie chiite et, pour cette raison, fortement méprisée par les élites sunnites turques. Malgré leurs différences théologiques, les minorités alévies turques et kurdes se sentent solidaires des alaouites de Syrie victimes d'un véritable génocide ignoré ou délibérément minoré par les apôtres des droits de l'homme en Occident. Les alévis de Turquie considèrent Assad comme un dirigeant laïc protecteur des minorités et comme un contrepoids par rapport au régime d'Erdogan méprisant et hostile envers les minorités religieuses. Le leader du HDP Selahattin Demirtas est conscient qu'il compte de nombreux alévis parmi ses soutiens ; il a donc plutôt tendance à ménager ses critiques envers le gouvernement syrien. Le HDP pro-kurde a toujours eu une position ambiguë à l'égard de la Syrie, à la fois critique de l'autoritarisme du sys-

tème Assad et reconnaissant d'avoir accueilli la direction du PKK pendant près de 20 ans. Cette ambiguïté est palpable sur le terrain militaire syrien. Des accrochages surviennent parfois entre les forces kurdes (YPG) et l'armée syrienne. Mais globalement, Kurdes pro-PKK et Syriens pro-Assad se soutiennent mutuellement face au Front al Nosra à Cheikh Maqsoud, un grand quartier kurde d'Alep et face à Daesh à Hassaké dans le Nord-est du pays.

Le DR.- ...est-ce que la campagne anti-kurde d'Erdogan, sous prétexte de combattre le terrorisme, n'est pas une manière de cacher leur soutien aux islamistes, et ce avec – pour le moins – la complaisance de l'Occident et de l'UE ?

B K.- C'est une évidence. Erdogan s'est réjoui de la chute imminente de la ville kurde de Kobané en Syrie avant de devoir manger son chapeau... ; il a laissé les kamikazes de Daesh se faire exploser au milieu de meetings de la gauche pro-kurde à Diyarbakir, Suruç et Ankara, massacrant près de 150 manifestants et en blessant près de 400... Il a concentré ses frappes sur le PKK et sa branche syrienne, les YPG. La Turquie est truffée de bases et de cellules dormantes de Daesh. Erdogan a même fait arrêter les procureurs et les gendarmes turcs qui ont perquisitionné les camions remplis d'armes offerts par ses agents aux terroristes en Syrie. C'est la fameuse histoire de poids-lourds de la MIT (service de renseignement turc lié au cabinet du Premier ministre). À ce moment, le néocalife néo-ottoman qu'il rêve de devenir dans ses délires, a fermé les yeux sur un immense trafic de nitrate d'ammonium vers les zones contrôlées par Daesh, officiellement à des fins purement « agricoles ». Comme on le sait, le nitrate d'ammonium n'est pas un simple engrais. C'est surtout un puissant explosif. Ses agents, n'affichent aucune volonté de démanteler ces réseaux car ils lui sont utiles pour soutenir les terroristes en Syrie tout en les utilisant contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire les forces de la gauche turque et kurde et plus largement l'opposition démocratique du pays. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Louis Van Geyt : bilans et souvenirs d'un itinéraire politique

En bouclant cette édition du Drapeau Rouge nous apprenons la parution du livre d'entretiens *Louis Van Geyt, la passion du trait d'union*¹ dans lequel l'ancien dirigeant du Parti communiste belge livre en quelque sorte ses mémoires questionné, parfois – dirions-nous – aiguillonné même par Jean Lemaître. Le DR reviendra sur cet important événement éditorial et politique dans notre prochaine édition.

En attendant, nous vous informons que le livre sera présenté au « Salon du Livre Politique » à Liège ce w-e du 7-8 novembre, à « Tournai La Page » le 14-15 novembre, à la « Foire du livre belge à Uccle » le 27-28-29 novembre. Le lundi 23 de novembre à 19h00 dans la salle de conférences de Bruxelles Laïque (Avenue Stalingrad 18-20, 1000Bruxelles) aura lieu une conférence-débat animée par Jean Lemaître, l'auteur du livre, avec la participation de Philippe Moureaux (préfacer) et Pierre Galand.

Pour plus d'informations : www.carcob.eu/ <http://memogrames.skynetblogs.be/>

¹ Édité conjointement par les Editions Memogrames et le CARCOB (Centre d'archives communistes de Belgique)

C'est l'Halloween social, le gouvernement a peur !

Freddy Visconti

Après les 120.000 manifestants qui, le 6 novembre 2014, montraient leur colère contre ce gouvernement de terreur sociale, encore 100.000 personnes à la manifestation du 7 octobre 2015 à Bruxelles. Ce fut un très, très remarquable succès ! Surtout en tenant compte des conditions dans lesquelles il a eu lieu. Il y avait d'abord, en effet, beaucoup de déception et de méfiance dans la base suite à l'arrêt des actions en décembre 2014, lorsque les directions syndicales, tombant dans le piège tendu par le gouvernement avec le patronat, se sont jetées, à corps perdu, dans la « concertation sociale » avec les résultats que l'on connaît : la Bérézina !

Puis durant 10 mois, ce fut la campagne de mensonges médiatiques et de promotion incessante du Premier Ministre, les chaînes de TV et les journaux étant devenus, de fait, les agents de relations publiques du 16 Rue de la Loi. Enfin, à l'approche de la reprise de la lutte, ils se sont lancés dans une propagande carrément à la Goebbels pour semer la résignation, pour dissuader les gens de participer aux mobilisations. Deux exemples de manipulation médiatique parmi tant d'autres : après deux pages de propagande antisyndicale en janvier dans *Sud-info* (la gazette populiste par excellence) eut lieu une émission en avril sur RTL-TVI. Puis, 15 jours avant la manif, la RTBF passa une émission (Question à la Une du 23-09-15) sur « l'argent » des syndicats. But évident, même si inavoué : porter atteinte à l'image du syndicalisme, dégoûter les gens et les dissuader de répondre aux appels à l'action. Et pour couronner le tout, deux jours avant, dans tous les médias de grands titres : « 15 manifs pour RIEN ! ».

Si pas mal de syndicats ont mobilisé pour la manif, ce n'est un secret pour personne que certaines bureaucraties syndicales, les mêmes qui avaient réussi à désactiver l'élan que la manif de novembre 2014 avait suscité, ont mobilisé mollement. Dans quelques secteurs il n'y a même pas eu de distribution de tracts pour appeler

à la manif. Pourtant la masse était présente à Bruxelles ! Preuve que les gens prennent conscience par eux-mêmes des enjeux du moment et ce, sans distinction de communautés. Il y avait, par exemple, autant de Flamands que de Wallons. Et surtout énormément d'associations.

Un fait inquiétant, c'est le renforcement incroyable de l'effectif policier lors de la manif, ainsi que l'usage accru des astreintes judiciaires. Plus grave encore, le gouvernement mène une politique de pénalisation de l'activité syndicale comme le montrent les actions en justice contre les grévistes de la SNCB et de BPOST. Parallèlement, une campagne féroce contre le droit de grève lui-même est lancée sans la moindre pudeur. Cette attaque a été initiée par la direction d'un hôpital à gestion privée mais financé par le public, un hôpital dont le recours à des ouvriers au noir pour construire son nouveau bâtiment nous montre le respect qu'il accorde aux droits. Ainsi, on est allé jusqu'à instrumentaliser outrageusement un malheureux accident de santé comme celui qui a eu lieu à Liège, pour culpabiliser les travailleurs qui se mobilisaient pour défendre leurs droits. On sent la main de fer de la NVA dans tout cela. Le radicalisme atteint le gouvernement, il serait donc temps que les travailleurs lui fassent faire un petit parcours d'intégration pour le respect des droits sociaux...

N'en déplaise à Bart et à son toutou Michel, les travailleurs ne se laissent plus faire si facilement, la mobilisation est bien là et elle persiste; la journée de grève de la province de Liège a été un grand succès. Avec beaucoup de délégations d'autres provinces ! S'ajoute à cela la rébellion des cheminots face à un plan de destruction massive du service public et celle des centres de tri postaux face à une régression sociale majeure. Le gouvernement est très embêté et donne des signes d'une grande nervosité. La preuve en est que les médias aux ordres se sont déchaînés au delà de toute mesure. On est dans le délire ! (voir le film *Les nouveaux chiens de garde* de Gilles Balbastre et Yannick Ker-goat). Pour le gouvernement, pour le



patronat, pour l'Union européenne, c'est bien simple : Il faut écraser la rébellion dans l'œuf !

Et bien, ce n'est surtout pas maintenant qu'il faut baisser la garde ! Bien au contraire, c'est le moment de mettre « le fer au feu ».

Dans la longue histoire sociale de notre pays, les gens « d'en bas », les « sans dents », ont démontré à plusieurs reprises qu'ils pouvaient se battre, faire reculer un gouvernement et même le faire tomber comme en 60. Pour cela, ils avaient et la lucidité politique et une détermination sans faille. À notre tour en 2015 de faire honneur à nos anciens, reprenons le flambeau de la lutte des classes, menons le combat jusqu'à son terme : la chute de ce gouvernement de droite dure et de totale régression sociale ! Pour cela il est impératif de créer un large front qui reprenne tous les partis de la mouvance de gauche, les syndicats, les associations et les citoyens engagés ! Un genre de Syriza.be mais qui cette fois, résistera jusqu'à la fin sans céder ! Un large front qui puisse dessiner une stratégie pour une véritable reconquête sociale. Le but étant de construire enfin cette force de gauche radicale capable de contrer ce gouvernement d'ultra-droite soumis aux diktats de l'Union Européenne et aux intérêts de la finance. C'est seulement dans l'unité et la clarté de nos objectifs de lutte, que nous pourrons en finir avec ces politiques ultra libérales et leurs cortèges d'austérité. C'est urgent ! ■

*Militant syndical

TTIP-TAFTA : Patience, ils auront bientôt quartier libre dans toute l'Europe !

Frédéric Verum*

Un grand accord commercial entre les États-Unis et l'Union Européenne est en cours de négociation. Il s'agit du TTIP-TAFTA ou Grand Marché Transatlantique. L'objectif officiel est l'ouverture des marchés et la suppression des entraves pour tout ce qui concerne le commerce et les investissements. Pour cela, « l'élimination des droits et l'élimination des obstacles réglementaires inutiles au commerce et une amélioration des règles » sont inscrits dans ces accords qui devraient être signés fin de l'année.

En clair : il s'agit de donner aux firmes privées la maîtrise des choix politiques et des règles qui les accompagnent dans tous les domaines où elles estimeront que ces choix et ces règles pourraient porter atteinte à leurs profits. Toutes les normes sont visées : normes salariales, sociales, sanitaires, alimentaires, culturelles, environnementales, et cela à tous les niveaux de pouvoir : national, régional et local. Est-ce que c'est clair ? C'est la démission générale du monde politique qui sera juste chargé de la répression populaire pour imposer la nouvelle norme de la mondialisation. Ce TTIP va créer ses propres organes de justice, d'évaluation et de développement de ses propres décisions et mesures. Ce qui aura pour effet la mise en place d'un organe chargé de statuer en cas de non-respect de ces normes par un des pays signataires : « l'Organe de Règlement des Différents - ORD » sera entièrement aux mains des firmes privées et sa jurisprudence aura entière priorité sur les tribunaux des pays signataires. Est-ce que c'est clair ? C'est l'aban-

don de toute souveraineté par tous les États de l'Union Européenne. Et je vous fiche mon billet que vu l'énormité du nouveau bloc économique créé par le TTIP, la nouvelle norme sera mondiale.

C'est la privatisation du droit international.

Le TTIP va nous imposer les diktats du marché et du commerce : compétition, privatisation, individualisme, flexibilité, rentabilité, esclavage et disparition du bien commun ou de l'intérêt public... ces « valeurs » bien connues qui sont les moteurs des firmes privées multinationales. Nos valeurs de solidarité, d'entraide, de justice n'auront plus droit d'existence ! Un petit exemple : l'État roumain n'a pas accordé à la société canadienne Gabriel Ressources l'ouverture d'une mine d'or dans la région de Rosa Montana suite aux protestations massives de la population. Normal vu les conséquences effroyables de cette mine pour l'environnement : destruction de quatre montagnes, déplacement de deux villages entiers, création d'un lac de cyanure toxique... Confronté à ce reste de démocratie, la société Gabriel, tel l'Archange, fond sur la Roumanie en invoquant le mini-TTIP signé entre l'Angleterre et la Roumanie et en utilisant un « tribunal spécial » à l'image de ce qui se fera en très grand avec le TTIP. Gabriel dit qu'ils ont investi 500 millions \$ dans le projet de mine et réclament quatre milliards de dédommagement.

Ce ne sont pas les USA, le vrai danger

En effet, aux USA, des inquiétudes face au TTIP se manifestent. Les parlementaires démocrates du Congrès ont réussi à bloquer provisoirement le TTIP car ils le considèrent néfaste à l'économie des États-Unis et à l'emploi, tout comme ils contestent le « tribunal privé ». En Europe, les opposants au TTIP tirent à boulets rouges contre l'Empire, contre l'axe du Mal personnifié, les USA. Mais si des parlementaires américains, pro-capitalistes à fond, posent un tel acte, il faut réfléchir et se demander qui va tirer les marrons du feu dans cette affaire. Relisez

l'article avec des lunettes de dirigeants de Coca-Cola, Raytheon, Daimler-Benz, GDF-Suez, BASF et autres ArcelorMittal. Le vrai danger, ce sont les multinationales qui vont prendre le contrôle politique et économique de la nouvelle entité EU-USA. Elles visent la globalisation de leur emprise. Nous assistons à la naissance d'une dictature au niveau mondial. En langage imagé, nous aurons Lakshmi Mittal dans le rôle du dictateur Palpatine dans *Star Wars*, excepté le fait que ce ne sera pas un film mais la réalité.

Comment contrer le TTIP ? En faisant tomber ce gouvernement !

Évidemment, il faut faire prendre conscience du danger de ce traité au monde politique, syndical, associatif, aux citoyens. Arriver à ce que les villes se déclarent « hors TTIP » c'est déjà une avancée mais ce n'est pas suffisant. En Belgique, lors de l'instauration de ce gouvernement de terreur sociale, on a pu lire dans la déclaration gouvernementale du 10 octobre 2014, page 185 : « *Pour des raisons d'efficacité, nous investirons, par le biais de l'Union Européenne et conjointement avec elle, dans des alliances plus vastes, en priorité la relation transatlantique. La coopération transatlantique [...] recèle un potentiel considérable [...] dans le cadre d'un accord global sur le commerce et les investissements entre l'UE et les États-Unis.* »

Si on laisse en place ce gouvernement « kamikaze », en dehors de nous imposer une austérité mortifère, ils vont sûrement signer, sans faute, le TTIP ! Il nous faut donc d'urgence faire tomber ce gouvernement et profiter des grandes manifestations et grèves à venir pour globaliser les choses nous aussi et empêcher la signature du traité ainsi que arrêter l'austérité. Vous avez compris maintenant ? Le 7 octobre 2015 a été, peut-être, le premier jour d'un nouvel hiver 60-61. Ni plus, ni moins, mais bien nécessaire. Allez, préparez vos slogans et vos drapeaux. Restons prêts aux batailles qui s'annoncent ! ■

* Ancien délégué FGTEB

En Palestine, l'inévitable révolte

Freddy Guidé

La Palestine est en proie à une révolte qui ne dit pas son nom et qui n'a rien à voir avec la dernière intifada (en 2000). Cette intifada avait à l'époque provoqué l'indignation chez certains soldats de Tsahal (l'armée israélienne) : « *Nous sommes formés pour combattre en cas de guerre mais non pour se battre contre des gamins armés de cailloux* » disaient-ils. Le pouvoir israélien en a tiré des leçons et a adapté sa stratégie « antiterroriste ». Mais nous ne sommes plus en 2000 et la génération palestinienne montante a, elle aussi, retenu les leçons du passé. Résultat, la tension est montée d'un cran. Pas une nuit ne se passe sans qu'un Israélien ou plusieurs ne succombent aux assauts menés à l'arme blanche. Un couteau, tout le monde en possède un chez soi, proclament ces jeunes qui étaient encore des bambins à l'époque de la dernière intifada. Le Shabak, le service de sécurité intérieure israélien, est débordé car ces jeunes fonctionnent en électrons libres et n'appartiennent à aucune organisation, ni au Fatah, ni au Hamas ou autre groupe connu de leurs services. Ces paroxysmes de réactions surviennent à chaque génération montante depuis l'occupation des territoires en 1967.

Marwan Barghouti, incarcéré illégalement dans une cellule israélienne, déclare dans un long article paru dans *The Guardian* : « *Il n'y aura pas de paix tant que l'occupation israélienne de la Palestine durera.* » L'armée et la police israélienne ont beau fanfaronner en mettant en place un nouveau système « antiterroriste », Netanyahu et sa répression sans limites n'arriveront pas aussi facilement à bout de ces révoltes. Bien entendu, ces sanglantes agressions sont condamnables mais elles sont compréhensibles. Pour avoir visité la Palestine, j'ai assisté à plusieurs reprises aux humiliations gratuites et idiotes des soldats de Tsahal envers les Palestiniens. Je me souviens notamment de cette scène odieuse au passage de Rafah (à l'époque où l'on pouvait encore se rendre à Gaza) où un jeune palesti-

nien accompagnait sa grand-mère qui s'est vue intimé l'ordre d'enlever sa djellaba sans aucune raison apparente. Elle s'est retrouvée totalement dépouillée face à son petit-fils, un adolescent de 15 ans. Ce numéro du Drapeau Rouge serait insuffisant pour détailler les anecdotes de ce type. Ces jeunes qui frappent là où l'on ne les attend pas vivent ces humiliations et vexations inutiles depuis leur plus tendre enfance. Comment s'étonner de ce qui arrive aujourd'hui ?

Tandis que les incidents enflamment la Palestine, un vent de panique s'empare de la population israélienne. Des enfants sont retirés des écoles, la demande de permis de port d'arme est en hausse de 150% et des cours gratuits de technique de défense sont donnés à la demande. Face à ces attaques au couteau, les Israéliens sont déboussolés... On paye là des décennies d'un système d'éducation scolaire où l'endoctrinement a supplanté l'enseignement de l'histoire. Aucun enseignant ne donne réellement un cours où l'on évoque la partition et l'occupation arbitraire de la Palestine en 1948 et les événements qui ont donné naissance à l'État d'Israël. L'histoire est enseignée sous l'angle de la Torah où Israël devient la terre des Juifs, le peuple élu. On répète ces affirmations dès le plus jeune âge. Dans



cette version biblique et dogmatique de l'histoire, les Arabes sont sur cette terre d'Israël comme autant d'intrus qu'il faut chasser afin de réaliser le dessin de Jéhovah. Le général de Gaulle l'avait bien compris déjà lorsqu'il déclarait, au lendemain de la Guerre des six jours : « *[...] les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, en viennent, une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : l'an prochain à Jérusalem.* »

Dès la descente d'avion à l'aéroport Ben Gourion à Tel-Aviv, on ressent ce regard méprisant du peuple élu sur les goyim (peuple non israélite) que nous sommes... Pour revenir aux incidents qui embrasent la Palestine et plongent Israël dans l'angoisse, il faut se rendre à l'évidence : l'escalade de la violence ne résoudra rien. Ni d'un côté, ni de l'autre. Non, il faudra un jour se mettre autour d'une table mais cela nécessitera une profonde remise en question. Cela passera par des déchirements, des désillusions et surtout un revirement politique et un changement culturel profond. Mais c'est une autre histoire et ce n'est pas pour demain... ■

Migrations et syndicalisme

Martin Willems*

Des centaines de milliers de migrants affluent dans les pays européens et suscitent un sentiment de solidarité envers ces personnes qui souvent fuient la guerre et la désolation, mais aussi des sentiments de crainte, notamment quant aux questions de travail, de chômage et de sécurité sociale. Ces migrants ne vont-ils pas vider les caisses de notre sécurité sociale ? Ne vont-ils pas nous faire concurrence et nous prendre notre travail déjà si rare ?

On peut comprendre ces inquiétudes, d'autant plus que le message venant d'Allemagne est bien celui-là : si le gouvernement de ce pays ouvre grand ses portes, c'est parce qu'à cause de son déclin démographique, il craint la diminution prochaine des travailleurs disponibles et par conséquent la hausse des salaires. On sait bien combien le chômage est « l'armée de réserve » du capitalisme, un réservoir de main-d'œuvre d'autant plus corvéable et soumis qu'il sera précarisé. Plus il y aura de chômeurs affamés, prêts à tout pour retrouver du travail, plus cela permettra de maintenir à un bas niveau les conditions d'emploi. D'où la volonté du patronat de toujours diminuer les allocations de chômage, de les limiter dans le temps ou de traiter les chômeurs comme des citoyens de seconde zone (en leur imposant par exemple du travail forcé ou des visites domiciliaires imprévisibles). Grâce au chômage, le patronat peut facilement répondre à toute revendication du travailleur : « si vous n'êtes pas contents ici, vous pouvez aller ailleurs, d'autres sont prêts à prendre votre place aux mêmes conditions ou pour moins cher encore ».

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Syndicalisme rime avec internationalisme et solidarité entre travailleurs. Un travailleur qui ne peut plus vivre dans des conditions décentes dans son pays, que ce soit à cause de la guerre ou à cause de la désolation économique, a le droit inaliénable de chercher ailleurs à vivre de son travail. En y réfléchissant bien, l'accueil des migrants va aussi dans l'intérêt des travailleurs du pays hôte.

La mise en concurrence des travailleurs par le capital n'a pas besoin des migrations

Comme on l'a dit, la grande arme du capital, c'est de mettre les travailleurs en concurrence les uns contre les autres pour pouvoir les exploiter au moindre coût. Et ce à l'échelle la plus large possible, celle du monde. Mais depuis longtemps, le capitalisme n'a plus besoin de faire venir des vagues de travailleurs étrangers pour organiser cette concurrence. Même sans migration, les travailleurs du monde entier sont déjà mis directement en concurrence les uns contre les autres. Il suffit de penser à la délocalisation des usines dans les pays où la main-d'œuvre est plus docile et moins chère. Mais cette délocalisation ne se limite pas aux usines. Elle existe aussi en agriculture, causant des crises alimentaires et agricoles à répétition. Même dans le domaine des services, là où l'on croyait que la délocalisation serait impossible, elle se répand de plus en plus, notamment grâce aux technologies de télécommunication et à un système de transport au prix artificiellement bas (au mépris des conséquences environnementales). Les crevettes sont déjà décortiquées en Afrique, les programmes informatiques développés en Inde, la comptabilité faite en Hongrie, les call centers sont au Maroc... Tout ou presque peut être fait à distance, et pour les cas où ce serait vraiment impossible, on a inventé le détachement des travailleurs (pour les travailleurs de la construction par exemple) ; ces formes de détachement (vous pouvez venir travailler, mais aux conditions de votre

pays d'origine, temporairement et sans votre famille) constituent déjà une forme de migration moins spectaculaire que les vagues de réfugiés syriens, mais probablement bien plus importante en volume. C'est une forme de migration totalement artificielle et conçue au total détriment du migrant puisqu'il n'a que les inconvénients (le déracinement, l'éloignement, la précarité) sans les avantages (les meilleures conditions de travail, les meilleures conditions de vie pour sa famille, la sécurité sociale, le système d'éducation,...).

Par conséquent, puisque les capitalistes délocalisent déjà à tour de bras, il vaut mieux que les travailleurs de ces pays viennent s'installer ici de manière permanente. Car les régimes et les systèmes répressifs ou chaotiques qu'ils subissent servent à maintenir basses leurs conditions de travail ; il sera plus facile de faire travailler tout le monde, migrants et autres, aux mêmes conditions de travail, si tous sont résidents d'un même territoire et soumis aux mêmes lois. Lorsqu'un migrant vient sur le marché du travail belge, il travaillera aux conditions belges, et donc aux mêmes conditions qu'un travailleur déjà présent en Belgique. S'il reste dans son pays d'origine ou vient temporairement comme « détaché », il travaillera à des conditions au rabais et participera au « dumping social ».

Mieux vaut un migrant avec un permis de travail qu'un sans-papiers

Qu'on le veuille ou non, les migrations se feront. Que ce soit à cause des guerres ou pour des raisons économiques, on n'empêchera jamais (et on ne devrait jamais chercher à empêcher) quelqu'un de vouloir trouver une vie meilleure ailleurs. Le déchirement de l'exil est si grand que ce n'est que poussés par le besoin que les migrants quittent leur terre, et rien ni personne ne pourra les en empêcher. Toute tentative en ce sens ne ferait que transformer nos sociétés en forteresses policières, d'extrême intolérance, ce que nous ne voulons sous aucun prétexte.

DIABLEMENT LOGIQUE...



Les migrations se faisant, il est impératif que tous les migrants arrivés en nos pays soient automatiquement reconnus. À défaut d'être reconnus, les papiers de séjour et le permis de travail leur sont refusés. Que se passe-t-il alors ? Dans la plupart des cas, le migrant reste, mais dans la clandestinité. Or, un travailleur sans papiers est totalement précarisé et soumis à l'exploitation la plus brutale : aucune règle ne vaut pour lui et il n'a aucun recours possible. De nombreux employeurs exploitent déjà sans scrupule aucun les travailleurs sans papiers et organisent de ce fait un dumping social au détriment de tous : les migrants sans papiers, réduits au rang d'esclaves, mais aussi les travailleurs « en règle », qui subissent les conséquences de ce dumping social. Des papiers et des permis de travail pour tous, que les migrants viennent de pays en guerre ou qu'il s'agisse de migrants dits « économiques », peu importe. C'est ce que nous devons exiger en tant que travailleurs.

Un monde où les frontières sont ouvertes aux marchandises et à la finance mais fermées aux travailleurs est injuste, illégitime et intenable.

Le syndicalisme dénonce aussi le système, construit comme une véritable machine à exploiter les travailleurs au profit de quelques-uns, ainsi que la mondialisation telle qu'elle existe actuellement. Le syndicaliste est partisan de la solidarité internationale entre tous les

travailleurs. Mais il n'est pas partisan de ce système de mondialisation dans lequel les frontières sont grandes ouvertes pour les marchandises et les capitaux, mais sont des barrières de plus en plus infranchissables pour les personnes.

On nous a construit un système néocolonial dans lequel certains pays sont exploités pour leur main-d'œuvre bon marché comme ils l'étaient hier pour leurs ressources naturelles. Mais pour que ce système d'exploitation perdure, ceux qui en profitent chercheront à garder la main-d'œuvre bon marché là où elle est et surtout ne pas la laisser sortir des « pays-usines ».

Le libéralisme dont on nous abreuve est en fait à sens unique. Car dans une logique libérale, si on trouve normal qu'un rentier cherche à placer son argent dans l'endroit du monde où il en tirera le plus de profits, pourquoi ne trouverait-on pas tout aussi normal qu'un travailleur qui doit vivre de son travail

préfère exercer son métier dans le lieu où cela lui rapportera le plus, soit dans l'endroit du monde où les conditions de travail sont les meilleures ? Il n'y a en fait de « libéralisme » que pour l'oligarchie, et les frontières servent de prison pour les autres.

No border

Abolition de toutes les frontières ! Mêmes droits de circulation pour les travailleurs que pour le capital ! Voilà la seule conclusion à laquelle est amené le syndicaliste cohérent. En se mondialisant, le capital a acquis un rapport de force démesuré : il exige en chaque endroit du monde un profit maximal ; il a pu aligner à la hausse ses marges bénéficiaires ; à défaut, il migre. Les travailleurs peuvent et doivent utiliser les mêmes armes. La seule manière d'aligner à la hausse dans le monde entier les conditions de travail, c'est de permettre aux travailleurs de quitter les lieux où on ne leur offre que la misère – finalement, n'est-ce pas la forme la plus extrême de la grève ? – et d'aller là où ces conditions seront meilleures, pour exiger partout les meilleures conditions de travail et de vie et mondialiser la lutte des classes. ■

* Secrétaire permanent CNE

...Des patrons soudainement humanistes

« Les migrants sont un atout pour la France ! » L'exclamation ne vient pas d'un responsable des Restos du cœur mais de Pierre Gataz¹, le président du Medef, le patron des patrons français. Il continue, enthousiaste : « Accueillons-les, et sachons tirer profit de leur dynamisme, de leur courage. » Rusé, il ajoute : « Accélérons enfin nos réformes pour être capables de les intégrer dans la durée. » Réformes bien connues : baisser les salaires, liquider les prestations sociales qui alourdissent le coût du travail. Il n'est pas le premier de cette dynastie de patrons compattissants. Fin 1974 Francis Bouygues, un autre grand patron français, se découvrit aussi grand admirateur des travailleurs immigrés : « C'est une excellente main d'œuvre car elle est jeune, solide physiquement et courageuse. » Le magnat émet tout de même un bémol : « Ils viennent avec une seule idée en tête, c'est d'amasser un pécule et de rentrer au pays ». Ennui pour lequel il trouvera une solution : « Ces hommes [...] il faut qu'ils puissent fonder une famille [...] à partir de ce moment le problème est résolu.² » Ses vœux seront exaucés en 1975 par son ami Giscard qui mettra en place la politique de regroupement familial.

¹ Le Monde 12.09.2015

² <http://www.ina.fr/video/I09012135>

Plaidoyer pour le maintien du latin et du grec à l'école secondaire

Marie Rampen

Ces questions défraient la chronique à chaque fois que l'on considère une réforme de l'enseignement : n'est-il pas temps d'éliminer le latin et le grec des programmes scolaires ? Ne vaut-il pas mieux libérer ces heures pour proposer des cours plus utiles ? Ces matières « élitistes » selon certaines ont-elles encore leur place dans une école que l'on veut toujours soi-disant plus égalitaire et démocratique ? Les arguments de cet article étaient l'opinion selon laquelle oui, le latin et le grec ont le droit et même le devoir d'être encore et toujours enseignés, et que si les questions ci-dessus déstabilisent parfois les défenseurs des langues anciennes, c'est parce qu'elles témoignent d'une logique erronée et n'ont pas lieu d'être dans un débat consacré à l'enseignement.

T aclons d'abord la prétendue inutilité du latin et du grec. Même selon une définition très pragmatique de l'utilité scolaire, c'est-à-dire en considérant l'apprentissage de savoirs et de savoir-faire immédiatement exploitables, les langues antiques offrent à leurs apprenants des atouts non négligeables. Les élèves sont confrontés à deux langues au fonctionnement fort différent du français : une langue synthétique à la syntaxe contraignante dans le cas du latin, et une grammaire diversifiée accompagnée d'un lexique particulièrement riche pour le grec. La nécessité d'analyser précisément chaque forme et

la variété des tournures grammaticales forcent l'apprenant à développer une bonne compréhension des mécanismes de chaque langue et l'initient à une logique linguistique autre que celle du français ; cette disposition lui facilitera l'apprentissage des langues modernes, et pas uniquement des langues romanes puisque la diversité syntaxique du latin et du grec permet de les rapprocher au moins sur certains points d'un grand nombre de langues. De plus, la connaissance des langues anciennes offre des facilités pour la maîtrise du français, tant au niveau de la grammaire que du vocabulaire grâce à l'étymologie. Mais les avantages ne se limitent pas au domaine linguistique. L'analyse systématique des textes antiques permet le développement de la logique et de la pensée abstraite, au même titre que les mathématiques. Enfin, les commentaires qui replacent les textes et les auteurs dans leur contexte historique servent de suppléments d'informations à un cours d'histoire qui en a grandement besoin.

Voilà les arguments les plus souvent avancés par ceux qui cherchent à légitimer le maintien des cours de latin et de grec. Or, malgré la justesse de ces idées, leurs opposants leur rétorqueront : « Apprenez donc l'espagnol ou l'italien au lieu de perdre votre temps avec une langue morte ! Augmentez les heures de mathématiques et d'histoire ! Faites de l'étymologie au cours de français ! » Et face à cette seule argumentation, ils n'auront pas tout à fait tort. En effet, le latin et le grec ne sont plus les langues de la littérature, des sciences ou du pouvoir : dans une optique utilitaire, les langues anciennes resteront donc toujours des matières secondaires, des compléments pour des cours jugés plus fondamentaux, si tant est que la notion de cours fondamental puisse encore exister à l'heure d'un appauvrissement voulu et encouragé des programmes scolaires.

Ce qui fait du latin et du grec des matières incontournables ne se trouve donc pas une quelconque utilité à court terme. Le concept même d'utilité comporte d'ail-

leurs un danger lorsqu'il est appliqué à l'enseignement. Aujourd'hui, l'objectif n'est pas de procurer aux élèves le plus grand nombre possible de connaissances, mais de trier les savoirs à enseigner en fonction des éventuels avantages ou désagréments que ceux-ci pourraient occasionner à la société, selon la notion biaisée qu'en ont les politiques. Leur programme idéal consiste ainsi à priver la population de ses racines historiques et culturelles, à lui refuser l'accès à d'autres modes de réflexion, à la rendre exclusivement réceptive à une pensée unique et officielle, et ce sous les prétextes fallacieux de la compétitivité sur le marché du travail et de la formation citoyenne.

Si les langues anciennes sont régulièrement menacées, c'est justement parce qu'elles offrent des savoirs essentiels, constitutifs de notre civilisation. Elles sont l'accès direct à une richesse historique, littéraire et philosophique qui fait toujours sens aujourd'hui. Elles constituent un patrimoine culturel et linguistique qui fut sans cesse exploité au cours des siècles ; sans leur connaissance, des pans entiers de notre histoire échappent à la compréhension. En outre, l'initiation à au moins une langue de l'Antiquité autorise celui qui le souhaite à approfondir ses connaissances à l'université, où d'autres langages s'offriront à sa curiosité et lui dévoileront encore plus de trésors intellectuels. En effet, si quelqu'un n'a jamais eu un seul cours de latin, s'il n'a jamais été confronté à une langue ancienne, comment pourrait-il envisager de se plonger dans l'étude du sanskrit, du hittite, de l'égyptien ou du proto-indo-européen, domaines qui offrent une multitude de possibilités de recherche ?

La connaissance n'a pas à être instrumentalisée ; la poursuite du savoir doit être un but en soi. Il est donc primordial de continuer à proposer les cours de latin et de grec dans les écoles afin de fournir aux élèves des repères culturels, dans l'espoir que les quelques notions enseignées développeront à la fois leur intérêt pour la culture antique, leur goût de l'érudition et leur esprit critique. ■

Qui à tué Julien Lahaut ?

Des années 20 aux tueurs du Brabant : un fil continu ?

Julien Dohet

C'est un livre salutaire à plusieurs titres que celui consacré à l'assassinat de Julien Lahaut¹. Un fait unique de l'histoire de Belgique, le meurtre d'un député en fonction, d'autant plus choquant que cet acte ne sera jamais élucidé judiciairement, un non-lieu étant prononcé en 1972.

Salutaire, car il s'intéresse à une figure majeure de la politique belge qui malgré son rôle central dans l'histoire sociale de notre pays, a finalement été très peu étudié. Il est ainsi quand même marquant de constater qu'il faudra attendre le 50^e anniversaire de son assassinat pour qu'une exposition un tant soit peu conséquente soit organisée² et encore 10 ans pour qu'à l'occasion du 60^e anniversaire une biographie, fruit d'un travail documenté d'historien lui soit consacrée³. Si l'on sait que l'histoire sociale de notre pays est un parent pauvre de la discipline, l'état des archives ne facilitant pas les choses, on ne peut malgré tout que souligner ce que nous considérons clairement comme une anomalie. Car Julien Lahaut, bien avant son assassinat, était entré dans l'histoire. Rappelons rapidement qu'il fait partie des fondateurs en 1905 de *Relève-toi* qui sera à l'origine du syndicat des métallurgistes de la région liégeoise, qu'il participe à l'odyssée des autos-canon en Russie⁴, qu'il reste aux côtés des travailleurs d'Ougrée-Marihaye durant le conflit social qui dure 9 mois perdant à cette occasion son poste de secrétaire permanent syndical. Il crée alors sa propre structure syndicale, adossée à une coopérative, et rejoint le jeune Parti Communiste Belge. À Seraing son influence est telle que l'on parlera des « Lahautistes » pour désigner ses partisans et qu'il gagnera les élections communales qui suivent la libération. Antifasciste de la première heure, il organise l'aide aux républicains espagnols et marquera l'actualité par des actions directes contre les rexistes mais aussi contre les membres de la Légion Nationale de Hoor-

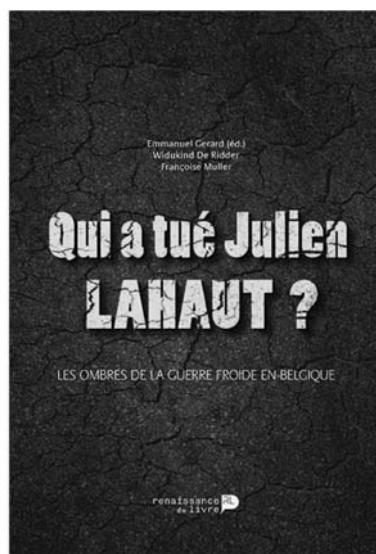
naert⁵. Député dès 1932, il subira la déportation dans les camps de concentration Nazis après un passage par la forteresse de Huy où il manquera trois évasions. Ce rapide rappel peut sembler déplacé dans un article consacré à un livre sur son assassinat. Mais il est pourtant essentiel pour comprendre qui est assassiné à son domicile le 18 août 1950. Car c'est bien ce symbole des luttes sociales, cette incarnation de la lutte des classes actif dans toutes les conquêtes sociales de cette séquence exceptionnelle qui va de la fin du 19^e siècle au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui voit le quotidien des travailleurs se modifier favorablement de manière spectaculaire, qui est la cible de tueurs fascistes.

Salutaire, car il confirme de manière scientifique, sur base d'une enquête minutieuse ayant réussi à reconstituer un puzzle dont les juges d'instruction qui se sont succédés n'auront jamais accès à certaines pièces, ce que certains disaient dès le lendemain de l'assassinat et qu'avait déjà bien débroussaillé un ouvrage en 1985⁶. Ce sont donc bien des gens appartenant au milieu d'extrême droite, farouchement anticommunistes, qui sont les auteurs des faits. Le groupe « Septembre », héritier de la Légion Nationale, et qui édite dès janvier 1945 un hebdomadaire plaidant pour un pouvoir fort, est ici un acteur central. L'ouvrage sur l'assassinat de Lahaut apporte donc des éléments très intéressants qui démontrent combien l'extrême droite connaît une continuité parfaite en Belgique des années 20 à aujourd'hui⁷ et que c'est l'anticommunisme qui permet ce prolongement. Un anticommunisme qui sert d'épouvantail et est instrumentalisé par une frange active du patronat (Société Générale, Brufina, Union

Minière...) qui n'hésite pas à financer des réseaux de renseignement pouvant passer à l'action armée. C'est clairement cet aspect de « synarchie », de communauté d'idée, allant de simple exécutant jusqu'au ministre Devleeschauwer en passant par des patrons, des membres de la police judiciaire et de la sûreté de l'état, qui est l'aspect le plus intéressant de l'ouvrage. Bien au-delà de la description très précise de la figure d'André Moyen et de son réseau, les auteurs sont arrivés à ne pas rester dans l'individuel mais à bien montrer à partir d'un rouage essentiel l'ensemble la mécanique. L'assassinat s'inscrit dans un climat et une logique plus large de politique réactionnaire destinée à mettre fin aux avancées sociale issues du rapport de force favo-

nable au monde ouvrier à la Libération. Bref à ne pas se laisser piéger par l'arbre qui cacherait la forêt, à ne pas faire ce que beaucoup ont fait dans ce dossier en s'arrêtant à la question de l'attribution du

suite page 13



1. Emmanuel Gérard, Widukind De Ridder, Françoise Muller, *Qui a tué Julien Lahaut ? Les ombres de la guerre froide en Belgique*, La Renaissance du Livre, Waterloo, 2015, 349 p.

2. Exposition « Noss' Julien » Julien Lahaut 1884-1950 réalisée par l'Institut d'Histoire Ouvrière, Économique et Sociale (IHOES) en 2000.

3. Jules Pirlot, *Julien Lahaut vivant*, Cuesmes, Cerisier, 2010

4. Un film d'animation, ayant en toile de fond cet épisode de la guerre 14-18, *Cafard* du réalisateur flamand Jan Bultheel est sorti en octobre 2015

5. Julien Dohet, « Qu'on réduise les dividendes et non les salaires », l'un des slogans du 1^{er} Mai 1926 à l'écho contemporain, analyse de l'IHOES n°130, septembre 2014 (disponible en ligne sur www.ihoes.be)

6. Rudi Van Doorselaer et Etienne Verhoyen, *L'assassinat de Julien Lahaut : une histoire de l'anticommunisme en Belgique*, Berchem, EPO, 1987 (réédité en 2010 par la Renaissance du livre)

7. Voir sur ce sujet plusieurs de mes chroniques parues dans Aide-Mémoire et plus particulièrement : *L'extrême droite n'a jamais cessé d'exister* dans le n°32 d'avril-juin 2005 et *Un résistant d'extrême droite* dans le n°67 de janvier-mars 2014.

Mort de Jean Louvet

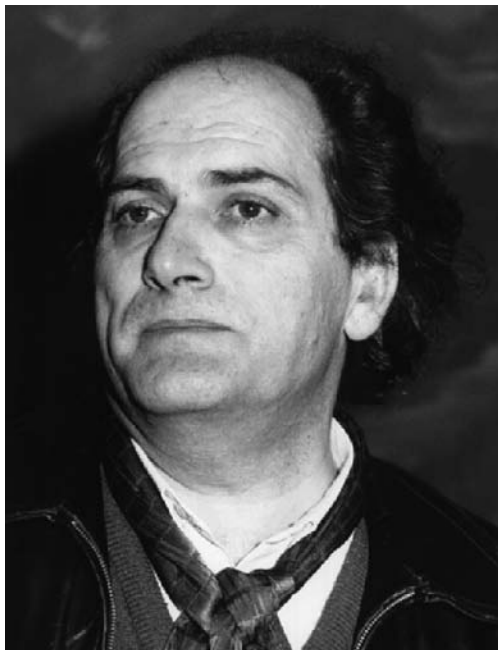
Aux funérailles de Jean, le 2 septembre à Morlanwelz, j'ai nié qu'il était un « chanteur de la Wallonie », expression qui le disqualifiait. Toute

grande œuvre littéraire tire son origine d'une émotion (Bergson), ce qui tire hors de soi, rencontres amicales, amoureuses, appels à se dépasser, qui créent. La grève générale de 1960-1961 en est une, émotion collective comme les fêtes de la Fédération de 1790 vues par Michel :

« Les lieux ouverts, les campagnes, les vallées immenses où généralement se faisaient ces fêtes, semblaient ouvrir encore les cœurs. L'homme ne s'était pas seulement reconquis lui-même, il rentrait en possession de la nature. Plusieurs de ces récits témoignent des émotions que donna à ces pauvres gens leur pays vu pour la première fois... chose étrange! ces fleuves, ces montagnes, ces paysages grandioses, qu'ils traversaient tous les jours, en ces jours ils les découvrirent; ils ne les avaient vus jamais. » La grève de 60 n'a pas l'importance de la Révolution française mais, comme tout mouvement d'émancipation, fait voir un autre monde. Nous le percevons tant dans la dépendance des dominants, que, lorsque se rompt ce charme malsain, le monde apparaît comme nous ne l'avions « vu jamais. » Seul un écrivain pouvait dire cet absolument nouveau.

Il aurait même dû inventer des mots, puisque ceux qui existent désignent les réalités anciennes. Mais ce n'eût plus été communiquer ni écrire. Il faut alors, pense Bergson, qu'il violente les mots existants, les malmène pour qu'ils signifient le nouveau jamais dit. Le théâtre permettait à Louvet, par exemple, de faire revivre un mort comme l'un de ceux de la jacquerie ouvrière de 1886, tué par les soldats à Roux. Dans *Le Grand complot* c'est lui qui lit le tract par

lequel on appela les travailleurs à fêter en Wallonie le 15^e anniversaire de la Commune de Paris du 18 mars 1871. Louvet fait voir plusieurs assassinats de



Lahaut dans *L'Homme qui avait le soleil dans sa poche* en fonction des époques et de la manière dont elles colorent leurs violences (les représentations de la pièce ayant lieu peu après le coup d'État militaire en Pologne de 1981, les acteurs le laissent entendre par leur jeu). Dans *Le Grand complot* (joué durant l'été 1990 sur un

vaste espace de terre battue à La Louvière, souvenir inoubliable !), Louvet se moque de Vandervelde organisant en 1913 une grève « pacifique » qui dit fièrement (dérisoirement) : « Il n'y a pas eu un seul mort en 1913, pas un seul gréviste tué. Ecoutez cette belle musique de Beethoven, le peuple aussi a droit aussi aux formes de l'art. » Et présente un enfant, futur participant à une manifestation : « Il ira à Bruxelles sans crainte, avec un cortège d'enfants. On leur donnera du lait, du chocolat, des biscuits. » Dans *Conversation en Wallonie*, il met en présence un père mineur et son fils universitaire bien que fils d'ouvrier. Les deux hommes échangent sur l'étrangeté, dans leur lignée, d'avoir beaucoup d'ouvriers ayant des enfants ouvriers, mais que le prof y soit le premier à être appelé « fils d'ouvrier ».

Le monde neuf qu'amène *Le Train du Bon Dieu* (la grève, fête libératrice), est difficile à dire. Il y a plus. Dans *L'Homme qui avait le soleil dans sa poche*, une femme clame que l'on a oublié l'assassinat de Lahaut, d'un Wallon, d'un antifasciste, d'un résistant, d'un communiste : « Notre peuple n'a-t-il donc pas d'histoire ? » Tout Louvet dénonce l'amnésie d'un peuple capable de faire advenir un monde totalement nouveau, mais qui l'oublie dès le lendemain. Ceci redouble

la difficulté de le dire, mais augure de la belle postérité d'une œuvre qui l'a si immensément célébré qu'on y lira les libérations futures. Elles viendront.

Il y a, dans la dernière grande création d'un de ses textes en 2013, *Comme un secret inavoué*, la mise en scène d'incidents banals du quotidien à travers lesquels les êtres communient : « Deux êtres qui s'aiment valent tout un peuple ». L'amante demande à l'amant s'il l'aime qui lui répond par un « je t'aime » toujours le même et toujours différent. Les peuples n'existent pas sur le modèle standardisé, mais fabriquent aussi de l'identique, du continu à travers le temps, qui ne repose pas sur l'élément immuable du granit des statues. Louvet a osé mettre le sien sur scène, en imposer la présence en ce qu'elle dérange le plus, la splendeur de ses révoltes. En y bousculant le conformisme possible de cette mise en scène qui en glorifierait les distingués, les chefs, les importants.

J'ai entendu derrière moi, à Charleroi, des gens dire de *Conversation en Wallonie* ou, à Bruxelles, de *Deux jours, une nuit des Dardennes* que l'on y voyait des « caricatures ». Des personnages ou des situations arrangés pour faire « social » ou faire « wallon ». C'est l'inverse, le dramaturge et les deux cinéastes, violentant images et mots, disent le vrai. L'artiste, dit Paul Ricœur, « n'exprime son peuple que s'il ne se le propose pas et si nul ne lui commande ». Rien ni personne ne commanda à Jean d'être le plus grand des dramaturges, comme l'aurait dit De Coster, « du pays de Wallonie et d'ailleurs ». ■

JOSÉ FONTAINE

Michelle Fonteyne est décédée

Témoignage de Jean-Pierre Michiels*

C'est une très grande militante qui nous a quittés, le 12 octobre dernier. Michelle Fonteyne était née le 8 août 1926. Son père, Jean Fonteyne, avocat, avait été, lui aussi un important militant communiste et un grand résistant anti nazi. Michelle en avait, très tôt, suivi la trace puisque dès l'âge de 15 ans, elle manifestait déjà une hostilité viscérale au fascisme qui ne la quittera jamais.

C'est aussi pour le progrès social qu'elle orientera ses combats durant toute sa vie. Enseignante, elle fut une militante syndicale CGSP très combative dans la région du Centre où elle avait élu domicile avec son mari, le cardiologue Jacques Lemaître, militant communiste et syndical, récemment disparu. Elle s'illustra notamment durant la Grande Grève 60-61 ainsi que



dans les actions de solidarité lors de l'occupation de l'Anglo-Germain, en 1967. Jusqu'à la fin de sa carrière professionnelle, elle fut une animatrice particulièrement active de la remuante centrale syndicale aux côtés entre autres du communiste Gustave Pitton ainsi que d'André Vogels.

Son activisme syndical ne pouvait cependant se dissocier de son militantisme politique qu'elle pratiqua à la base avec la même détermination. Elle fut active au sein de la section de La Louvière avant de l'être à la fédération de Thudinie lorsque sa famille s'installa à Hantes-Wihéries. Michelle cotisait les membres avec qui elle aimait discuter. La retraite venue, elle s'activa pour

conserver la mémoire des militants, en particulier celle des anciens combattants des Brigades internationales, durant la guerre d'Espagne. Des propos percutants tenus sur un ton direct pouvaient donner, au premier abord, de Michelle une impression de froideur. Elle était tout le contraire. Sans doute, à l'instar du vieux peau rouge de Chavée était-elle réticente à « marcher dans une file indienne », elle n'en était pas moins généreuse, désintéressée, solidaire. ■

* Membre du Comité Central du Parti communiste

suite de la page 11, « Qui a tué Julien Lahaut ? »

« Vive la République » dont les auteurs montrent qu'il fut, au mieux, un simple prétexte activant une décision prise bien avant. En ce sens, le sous-titre du livre « les ombres de la guerre froide en Belgique » nous semble mieux en définir le contenu.

Salutaire, car ce livre, qui se lit à certain moment comme un roman d'espionnage (sauf qu'ici la réalité rejoint voire dépasse la fiction), nourrit une réflexion sur la démocratie, sur le rôle joué par le patronat pour défendre ses intérêts lorsque la contestation sociale grandit, et sur le fait que l'expression « guerre froide » est finalement bien mal appropriée. Il est aussi le produit d'une démarche citoyenne qui a permis que le dossier ne soit pas une nouvelle fois enterré par une ministre MR et qu'une recherche objective soit financée par de l'argent public. Origine comme contenu se mêlent ainsi ici dans une démarche démocratique.

Salutaire, enfin car il montre que le réseau de Moyen est un réseau « stay-behind » comme il en a existé de nombreux et qu'il continuera à être financé après l'assassinat. Au point que les auteurs terminent en laissant entendre qu'il y a aurait bien des choses encore à découvrir si on continuait à suivre le fil après 1973. Osons ici la suggestion, non exprimée par les auteurs, que l'on se retrouverait rapidement au cœur du dossier des Tueurs du Brabant.

Nous terminerons en suggérant de lire en parallèle, comme dans un effet miroir, le livre de Martin Conway⁸ sur l'immédiat après-guerre. Car autant les auteurs de *Qui a tué Julien Lahaut ?* soulignent le désarroi des puissants face aux nombreuses ruptures qui se produisent au lendemain de la guerre, un sentiment mêlé à de la peur qui les mènent à financer des réseaux comme celui de Moyen, autant Conway insiste sur la rapide normalité et stabilité retrouvée. Deux visions, pas forcément en opposition frontale mais à tout le moins divergente, qui confirment une chose : loin de l'histoire officielle, il reste beaucoup à apprendre de cette période de l'immédiat après-guerre. ■

8. Martin Conway, Les chagrins de la Belgique. Libération et reconstruction politique 1944-1947, Bruxelles, CRISP, 2015

VC

Jean Verstappen, l'ami, le camarade

Il n'avait pas 20 ans lorsqu'en 1942 il s'engagea dans la résistance armée contre l'occupant nazi.

Non content d'avoir participé à la résistance belge, il s'engage en 1944 dans la 3^e armée américaine du Général Patton pour aller battre le nazisme jusqu'en terres allemandes.

Dès lors, son adhésion au parti des résistants, le Parti communiste belge n'était que le prolongement naturel de son engagement. La paix arrivée, il reste de tous les combats, notamment en solidarité avec le peuple vietnamien. Ce fut lors des bombardements de la



Yougoslavie que j'ai eu l'honneur de faire sa connaissance. Il fut alors un des premiers à soutenir « l'Appel de Bruxelles » contre le crime « humanitaire » de l'OTAN et ses complices. Il fut également un des premiers à soutenir le Drapeau Rouge lors de sa reparution ; et c'est en souvenir de parcours comme le sien que nous nous interdisons de retomber dans le silence.

Dans le DR numéro 40 de juillet-août 2013, Jean nous avait accordé un long entretien qui montrait à quel point ce militant avait conservé une belle lucidité d'analyse non seulement de ce qu'il avait vécu mais aussi de la situation politique et économique d'aujourd'hui ■

Regards sur un pays en campagne permanente

Au Portugal, la droite triomphe mais la gauche résiste et attend...

Arnold Schneider

Quand on débarque à l'aéroport de Lisbonne, la première impression frappante est sa similitude avec celui de Zaventem ; en effet, ces deux aéroports ont une configuration bien similaire. En le quittant, nous sommes tout de suite immergés dans cette ville trépidante. La capitale portugaise a ses quartiers modernes, clinquants, à deux pas de ceux populaires de l'Alfama et du Chiado. Dans ces derniers, des toiles bleues imprimées au nom de l'alliance PCP (Partido Comunista Português) et PEV (Partido Ecológico « os Verde », écologistes de gauche) sont accrochées un peu partout. Après une semaine de visite dans la superbe capitale portugaise, nous pouvons témoigner de l'activisme des militants du PCP, en contact assidu avec une population qui reste accueillante et chaleureuse, prise pourtant à la gorge par un gouvernement de droite qui applique un douloureux plan de rigueur.

Il faut dire que la dette publique a atteint 130% du PIB alors que les accords de Maastricht n'en tolèrent que 60%. Après avoir séjourné une semaine à Lisbonne, nous avons sillonné le pays en commençant par l'Alentejo, la principale région agricole du Portugal. C'est dans cette région que le PCP a pris racine dans la clandestinité pour ensuite organiser la lutte contre la dictature de Salazar et par après contre celle de Caetano. Lors de la Révolution des Œillets, où les capitaines d'avril renversèrent Caetano, le nouveau pouvoir procéda à une réforme agraire et redistribua les terres aux paysans. Aujourd'hui, avec le retour de la droite, ces terres ont été rendues aux latifundiaires ou vendues aux Espagnols qui les ont transformées en immenses oliveraies.

Ensuite, nous nous sommes rendus dans la région du Centre pour visiter la ville de Coimbra, fleuron du Portugal, célèbre pour son université fondée en 1290. C'est ici que Salazar a enseigné l'économie après avoir quitté les ordres religieux, mais pas seulement : c'est ici aussi qu'une fois au pouvoir, il a construit une prison au sein de l'université pour y enfermer les étudiants en révolte. Ce n'est donc pas un hasard si ces pratiques, soutenues alors par l'Église, ont influencé la paysannerie, peu cultivée et majoritaire dans la région, ainsi que la petite bourgeoisie. Ces forces ont contribué à ce que les latifundiaires et les bourgeois gardent leurs privilèges. L'Église a joué un rôle essentiel dans l'accession et la permanence de ces dictateurs au pouvoir. De nos jours, elle joue encore un rôle important dans l'esprit de résignation d'importants segments de la population. Les fractures sociales sont si fortes dans ce pays, le gâchis humain si important, que notre guide, qui parle pourtant 5 langues, peine à s'en sortir vu la minceur de ses revenus...

Le PCP et le PEV répondront-ils au mal de vivre de ces petites gens ? Pas sûr. La recette de la coalition « rouge-verte » qui propose la sortie de l'euro, suffira-t-elle pour sortir le pays de l'austérité et effacer les énormes dettes contractées auprès du FMI et des marchés financiers dans les années 1980-1990, quand le Portugal entra de plain-pied dans la société de consommation ? Deux semaines après notre découverte du Portugal profond, les Portugais ont voté et les résultats reflètent bien l'indécision et l'état d'esprit de la population.

La coalition de droite sortante a remporté les élections législatives de ce 4

octobre, avec 38,6 % des voix contre 32,4 % pour l'opposition socialiste, mais elle échoue à conserver la majorité absolue dont elle jouissait depuis quatre ans au Parlement. Soulignons au passage l'affaiblissement de la coalition sortante qui avait récolté 50,3 % lors des précédentes élections. Pedro Passos Coelho, le premier Ministre sortant, est cependant conscient que l'opposition (Parti socialiste, Bloc de Gauche, une sorte de Syriza portugais, et les Communistes) peut, si elle le désire, former une coalition et assumer la direction du gouvernement. Cette éventualité, qui est en discussion pendant que cette chronique est rédigée, constituerait un événement extraordinaire. En effet, ce serait la première fois depuis la Révolution des Œillets en 1974. Elle est possible grâce aux beaux résultats des partis de la gauche radicale. En effet, malgré un taux d'abstention qui atteint les 43,1 %, dépassant le record établi en 2011 (41,9 %), le Bloc de gauche, formation qui regroupe plusieurs partis et groupes de tendances diverses, a réalisé le meilleur score de son histoire, obtenant 10,2 % des suffrages et 19 sièges, contre 8 précédemment. Il dépasse cette fois le Parti communiste allié aux Verts, qui a recueilli 8,3 % des voix et 17 sièges, progressant lui aussi par rapport à ses 10 élus de 2011. L'ensemble de la gauche dispose donc, a priori, d'une majorité de sièges au Parlement et, si l'esprit unitaire de ses composants prime, elle pourrait aller jusqu'à la formation d'un gouvernement d'union de la gauche. Toutefois, difficile de gager sur la stabilité de ce projet : en effet, aucune coalition majoritaire n'a tenu les rennes du pouvoir durant une législature complète depuis 1974... On pourrait donc retourner aux urnes... ■

Faire connaissance avec le Parti Communiste ? Envie d'adhérer ?

Conctez-nous via notre site internet www.particommuniste.be

Deux expositions prestigieuses à Bruxelles

Robert Walles

EUROPALIA-TURQUIE

Cette exposition s'ouvre dans un contexte politique très sensible, à la fois pour l'Europe et les populations de Turquie. Les réfugiés qui fuient Daesh la traversent par milliers. Les élections risquent de porter au pouvoir sans partage Erdogan et ses rêves de reconstruire un néo-sultanat ottoman. Les troupes turques occupent toujours la moitié de l'île de Chypre. Les Kurdes sont agressés sur les territoires turc et syrien. Enfin, les courageux démocrates turcs qui manifestent pour la paix sont victimes d'un « mystérieux » plastiquage terroriste. Difficile de croire que ce que va nous montrer Europolia-Turquie est sans arrière-pensée politique tel que nous pouvons le constater en visitant **ANATOLIA** (au Bozar de Bruxelles) qui est, sans doute, l'exposition principale, celle qui a pour ambition de faire le bilan des nombreuses civilisations qui se sont succédées au cours de quelques millénaires sur le plateau d'Anatolie. Deux cents objets prêtés par trente musées turcs symboliseront les premières villes néolithiques, puis les Hittites et enfin les Turcs actuels qui colonisèrent progressivement l'empire gréco-romain. Le programme d'Anatolia commence par évoquer les astres, passe ensuite aux phénomènes terrestres (montagnes, rivières) pour aboutir aux représentations divines de Cybèle à Jésus Christ. En fait, un projet colossal pour une exposition temporaire.

Première impression : Avec de petites pièces de faible valeur archéologique, **Anatolia** fait plus penser à un magasin d'antiquaire qu'à une vraie exposition. Les coûts de transport et d'assurance réservent ce genre d'expositions à de riches musées (Le Louvre, British Museum) puisant dans leurs collections. Deuxième impression : L'Histoire s'arrête curieusement à la chute de l'Empire ottoman après la guerre de 14/18, c'est à dire à une authentique défaite. Curieux ! Vous ne verrez donc pas évoquées les réformes laïcisantes d'Atatürk copiant ces démocraties bour-

geoises qui venaient de terrasser le vieil Empire ottoman. Vous ne trouverez aucune mention du Génocide arménien qui eut lieu à cette époque. La Constitution turque interdit d'ailleurs toute allusion à cet évènement qui « n'a jamais eu lieu ».

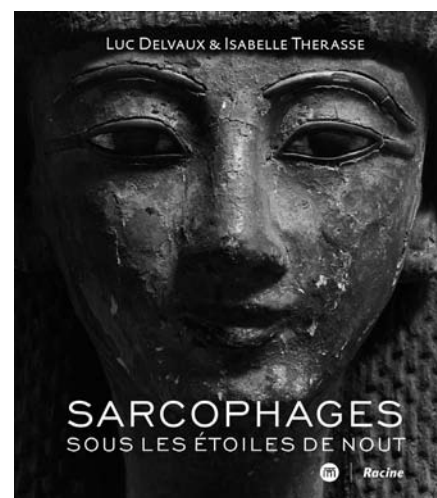
Par contraste la deuxième expo, **IMAGINE ISTANBUL** (toujours au Bozar), aux portes de la première, est extraordinaire. Centrée sur les images de cette fabuleuse ville d'Istanbul au cours d'un siècle, elle montre une évolution du cadre de vie, mais aussi de la manière de regarder les êtres et les choses. Ara Güler, le grand photographe turco-arménien, actif des années 40 aux années 80, évoque immédiatement le brésilien Salgado. Il joue sur les brumes et fumées de la ville, sur les soirs et les matins pour mettre en évidence ses personnages tout en déployant en toile de fond les ombres des coupes de S^{te} Sophie et de la Mosquée bleue. Sa manière de composer des images dans le cadre rectangulaire de son viseur fait penser aux grands peintres classiques. Par contre, et en cela, la photo est irremplaçable, aucun peintre ne pourrait comme lui capter en une fraction de seconde certaines expressions sur les visages. Il était très lié à l'écrivain Orhan Pamuk, prix Nobel de littérature. À eux deux, ils ont immortalisé une ville qui n'existe plus. En abattant les taudis d'autrefois, les ministres turcs successifs ont aussi détruit l'âme de ces quartiers, implantant partout leurs immeubles à six étages. Ensuite, après quelques clichés de Cartier-Bresson, Ahmet Polat et la photographe belge Bieke Depoorter décrivent en couleur l'irruption du « moderne » urbain sous la forme du béton, du plastique et autres matières. Pour terminer, quelques artistes contemporains présentent des assemblages d'objets et de couleurs. C'est amusant mais on est loin, très loin d'Ara Güler. Les organisateurs de **Imagine** ont pris grand soin d'éviter de nous proposer des portraits d'hommes et de femmes d'aujourd'hui dans les évènements de leur vie de tous les jours.

SARCOPHAGES

au Musée du Cinquantenaire, jusqu'au 20 avril 2016

En contraste avec Europolia, un musée a puisé uniquement dans ses richesses. Des égyptologues français découvrent en 1891 une cache contenant 450 sarcophages. Ils les redistribuent par paquets de dix aux musées d'archéologie du monde. Plus d'un siècle après, ces musées ont décidé de s'unir pour les étudier. L'exposition **Sarcophages** nous montrera sept restauratrices au travail dans une cage de verre durant 6 mois. Nous les verrons utiliser les techniques modernes les moins invasives (rayons x, UV et la Fluorescence X) pour analyser les pigments d'origine sans les abîmer avant de les restaurer. En parallèle, les commissaires de l'exposition Luc Delvaux et Isabelle Thérassé ont sorti des réserves du musée la majorité des pièces pour constituer une exposition sur les rites funéraires égyptiens. Nous essaierons de revenir sur cet important évènement culturel lors de notre prochaine édition.

Peut-être qu'en tant que parents, vous avez appris que l'Égypte ancienne ne serait plus étudiée dans les écoles secondaires. Initiative déplorable entre toutes lorsqu'on voit quelles foules déplace n'importe quelle exposition de trésors égyptiens. En attendant de voir annulée cette décision, emmenez vos enfants au Musée du Cinquantenaire voir comment travaillent les égyptologues. ■



Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Les EEUU, la France, les monarchies du Golfe ont favorisé DAESCH
Bahar Kimyongür • pp. 2-4

LES LUTTES

Le gouvernement a peur
Freddy Visconti • p. 5

ACTUALITÉ

TTIP-TAFTA
Frédéric Verum • p. 6

Palestine, l'inévitable révolte
Freddy Guidé • p. 7

Migrations et Syndicalisme
Martin Willems • pp. 8-9

ENSEIGNEMENT

Pour le maintien du latin et du grec à l'école
Marie Rampen • p. 10

LECTURES

Qui a tué Julien Lahaut ?
Julien Dohet • p. 11

IN MEMORIAM

Jean Louvet
Michelle Fonteyne
Jean Verstappen
pp. 12-13

INTERNATIONAL

Regard sur un pays en campagne permanente
Arnold Schneider • p. 14

CULTURES

Europalia-Turqui, Sarcophages : deux expositions à Bruxelles
Robert Waeles • p. 15

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

